



HAL
open science

Les élections européennes de juin 2009 en France : élections de second ordre ou élections de reclassement ?

Pascal Perrineau

► To cite this version:

Pascal Perrineau. Les élections européennes de juin 2009 en France : élections de second ordre ou élections de reclassement ?. *Revue internationale de politique comparée*, 2009, 16 (4), pp.653 - 670. 10.3917/ripc.164.0653 . hal-01023693

HAL Id: hal-01023693

<https://sciencespo.hal.science/hal-01023693>

Submitted on 15 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2009 EN FRANCE : DES ÉLECTIONS DE SECOND ORDRE OU DE RECLASSEMENT ?

Pascal Perrineau

De Boeck Supérieur | *Revue internationale de politique comparée*

2009/4 - Vol. 16
pages 653 à 670

ISSN 1370-0731

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2009-4-page-653.htm>

Pour citer cet article :

Perrineau Pascal, « Les élections européennes de juin 2009 en France : des élections de second ordre ou de reclassement ? »,
Revue internationale de politique comparée, 2009/4 Vol. 16, p. 653-670. DOI : 10.3917/ripc.164.0653

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2009 EN FRANCE : DES ÉLECTIONS DE SECOND ORDRE OU DE RECLASSEMENT ?

Pascal PERRINEAU

Les élections européennes qui se sont tenues le 7 juin 2009 en France s'inscrivent dans une forte tension entre « nationalisation » et « européanisation ». En dépit d'une campagne atone et de faible intensité qui a débouché sur une participation faible, elles ont réservé quelques surprises par rapport à la classique logique des « élections intermédiaires ». Le parti majoritaire, l'UMP, et ses alliés se sont plutôt bien comportés. Le PS, principal parti d'opposition, s'est effondré au profit d'une force écologiste de poids presque équivalent. Enfin, les protestations extrémistes ne sont pas sorties renforcées du vote européen.

Les élections européennes en sont à leur septième édition depuis leur apparition en 1979. En dépit de cette histoire trentenaire, ces élections restent très marquées par la logique des « élections de second ordre » qui avait été dégagée par deux politologues aux lendemains des premières élections de juin 1979¹. Dans ce modèle, les élections sont marquées par la faiblesse de la participation électorale, l'éclatement du spectre politique, la primauté des enjeux nationaux sur les enjeux européens et l'émergence d'un vote sanction à l'égard des partis politiques au pouvoir. On retrouve en 2009 nombre de ces caractéristiques. Cependant, comme l'avait déjà noté André-Paul Frogner², à l'occasion des élections européennes de 1999, l'enjeu européen fait son chemin et peut être à l'origine de reclassements inattendus. Les élections françaises du 7 juin 2009 s'inscrivent bien dans cette forte tension entre « nationalisation » et « européanisation ». En dépit d'une campagne atone et de faible intensité, les élections européennes du 7 juin ont réservé quelques importantes surprises électorales qui dessinent, à l'horizon des

1. REIF K., SCHMITT H., « Nine Second-Order National Elections. A Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results », *European Journal of Political Research*, volume 8, n°1, mars 1980, p. 3-44.

2. FROGNIER A.-P., « Identité et participation : pour une approche européenne des élections européennes », in PERRINEAU P., GRUNBERG G., YSMAL C., (dir.), *Le vote des Quinze, Les élections européennes du 13 juin 1999*, Presses de Sciences Po, Paris, 2000, p. 75-94.

prochaines échéances régionales et nationales des années 2010-2012, un paysage politique en voie de recomposition.

Une campagne peu mobilisatrice

L'intérêt des électeurs pour la campagne a été constamment faible et a même montré des signes d'essoufflement au fur et à mesure que la campagne officielle se développait. Alors qu'une enquête LH2 du 11 mai annonçait que 54 % des personnes interrogées se déclaraient « très ou assez intéressés » par la campagne, elles n'étaient plus que 43 % à déclarer être « beaucoup ou assez intéressées » les 25 et 26 mai (enquête TNS Sofres), 44 % les 27 et 28 mai (TNS Sofres) et 45 %, le 2 juin, à cinq jours du scrutin (TNS Sofres). L'intérêt est alors particulièrement faible chez les 18-24 ans (33 %), les 25-34 ans (31 %), les ouvriers (28 %) et les électeurs proches du NPA (31 %). En revanche, il est sensiblement plus élevé chez les personnes âgées (57 % chez les 65 ans et plus), les cadres et professions intellectuelles (57 %), les électeurs du Front de gauche (60 %), du Modem (61 %) et de l'UMP- Nouveau Centre (57 %) ainsi que chez les électeurs ayant voté « oui » au Traité constitutionnel européen en 2005 (65 %). Cette faiblesse de l'intérêt pour les élections européennes n'est pas une caractéristique de la seule France : en décembre 2008, une enquête Eurobaromètre montrait que l'intérêt pour les élections ne dépassait les 50 % que dans six des vingt-sept pays de l'Union européenne (Irlande, Pays Bas, Malte, Roumanie, Grèce, Danemark).

La campagne française a été particulièrement tardive dans la mesure où la sélection des listes définitives a été longue (particulièrement à l'UMP). Les scrutins européens étant souvent peu favorables aux partis de gouvernement, le PS et l'UMP n'ont pas mis beaucoup de bonne volonté pour entrer précocement en campagne.

Cette inertie de l'entrée en campagne a été renforcée par le fait que l'on avait affaire à une « campagne sèche ». En effet, la France fait partie des onze pays où les élections européennes n'étaient associées à aucune autre élection, nationale ou locale, qui aurait pu entraîner une dynamique plus forte de campagne.

Une campagne « nationale »

En dépit de « bonnes intentions européennes » affichées, la campagne a été marquée par une forte nationalisation sensible dans plusieurs indicateurs. Tout d'abord, la sélection des candidats s'est, la plupart du temps, faite davantage sur des critères nationaux (équilibre entre courants et sensibilités

politiques intra-partisans, reconversion de personnels en disgrâce...) que sur des critères de compétence européenne. Ensuite, les listes de gauche et particulièrement celles du PS ont mis en avant une thématique très anti-Sarkozy, confondant élections européennes et « pré-présidentielle ». Quand un enjeu européen est arrivé à franchir le mur de l'indifférence, il n'est pas parvenu à rester durablement à l'agenda plus de quelques jours ou à structurer fortement le débat autour d'un clivage signifiant, qu'il s'agisse du débat sur la « conception » de l'Europe (alors que tout le monde se bat sur une optique d'« Europe protection »), de la question du poste de président de la Commission européenne et de l'alternative à la reconduction de José Manuel Barroso ou encore du problème de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Cette difficulté à faire vivre des enjeux européens et à organiser le débat autour d'eux est largement liée à la volonté d'éviter le clivage européen qui traverse et divise chacun des grands partis (et particulièrement le PS). Enfin, les préoccupations hexagonales se sont, la plupart du temps, imposées : les primaires pour les régionales de 2010 à l'UMP, la réforme des hôpitaux, la publication du livre du leader du MoDem François Bayrou³, la sécurité particulièrement en milieu scolaire, la grippe A, les rumeurs de remaniement gouvernemental, le drame de l'Airbus d'Air France disparu au large des côtes africaines.

Une opinion plus « européenne » qu'on veut bien le croire

Ce centrage national de la pré-campagne et de la campagne est entré en décalage avec les attentes d'une opinion dont le tropisme européen est plus important qu'on veut souvent bien le croire : une majorité des électeurs interrogés se préoccupe d'Europe et non de problèmes nationaux ou de logiques nationales. Dans un sondage BVA réalisé du 27 mai au 1^{er} juin, 51 % des personnes interrogées déclarent ne pas voter en fonction du gouvernement, 24 % souhaitant sanctionner le gouvernement, 20 % déclarant le soutenir ; les électeurs ayant le moins le tropisme national sont ceux d'Europe Écologie (69 % ne votent pas en fonction du gouvernement) et ceux du Modem (69 %). Pour une majorité d'électeurs (59 %), la construction européenne reste une « source d'espoir » (33 % une « source de crainte »).

Les électeurs ont attendu (du moins dans le spectre qui va du PS à l'UMP) qu'on leur « mette en musique » cet espoir et cela n'est pas vraiment venu, comme si la classe politique d'aujourd'hui ne parvenait pas à pallier le déficit des « grands européens » que furent, chacun à leur manière, Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Delors, François Mitterrand ou encore Simone Veil.

3. BAYROU F., *Abus de pouvoir*, Paris, Plon, 2009.

En revanche, pour les électors des extrêmes c'est la « source de crainte » qui l'emporte (57 % pour les personnes ayant l'intention de voter pour une liste LO ; 57 % pour celles qui veulent voter pour une liste NPA ; 60 % pour celles qui ont l'intention de choisir une liste Libertas et 71 % pour celles qui envisagent de voter pour une liste du FN).

Dans un sondage IPSOS Le Point, réalisé du 29 au 30 mai, sur le sentiment que la campagne menée par les listes est « bonne » ou « mauvaise », on devine les lignes de force des résultats électoraux à venir. Pour 42 % des personnes interrogées la campagne des listes Europe Écologie est « bonne » (30 % seulement la jugent « mauvaise »). 37 % des personnes interrogées considèrent que la campagne de l'UMP et du Nouveau Centre est « bonne » (37 % « mauvaise »). L'appréciation devient négative pour les listes du Modem (34 % « bonne », 38 % « mauvaise ») et surtout pour celles du PS (25 % « bonne », 52 % « mauvaise »). Il est frappant de constater que les listes les plus « européennes », celles d'« Europe Écologie » sont les mieux placées dans l'opinion.

Un autre décalage, cette fois-ci entre l'opinion publique et les institutions européennes, doit être relevé. La hiérarchie des thèmes importants aux yeux des électeurs et celle des priorités d'action que privilégient les institutions européennes, ne sont pas les mêmes. Pour les électeurs, le trio des politiques prioritaires en ce qui concerne l'action des institutions européennes dans le futur est une politique de sécurité et de défense, une protection renforcée du consommateur et une lutte efficace contre le changement climatique alors que les questions de politiques économiques sur lesquelles le socle de l'Europe a été construit ne recueillent qu'un plus faible soutien d'opinion⁴. Beaucoup d'observateurs des institutions européennes, tel Fritz Scharpf⁵, ont pu considérer que la légitimité de l'Europe passait essentiellement par les « *outputs* » des institutions européennes. Au regard des données citées plus haut, on s'aperçoit que cette « légitimité par les *outputs* » ne suffit pas à elle seule, qu'elle est une légitimité « faible » et qu'elle gagnera, à l'avenir, à s'articuler à des attentes de citoyens en chair et en os, avec leurs désirs à eux et non avec les attentes plus ou moins abstraites qu'on leur prête.

Une fois de plus et en dépit d'une tentative d'information sur les rouages principaux du fonctionnement de l'Union européenne, cette campagne a enregistré la mauvaise connaissance de l'institution parlementaire et du pro-

4. *Eubaromètre* n°70, automne 2008, Élections européennes 2009. La question posée est la suivante : « Le parlement européen défend le développement de certaines politiques au niveau de l'Union européenne. Parmi les politiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, devraient être prioritaires ? » (suivent onze propositions parmi lesquelles « La coordination des politiques, économiques, budgétaires et fiscales » qui n'arrive qu'en septième position).

5. SCHARPF F., *Governing Europe : Effective and Democratic ?*, Oxford University Press, Oxford/ New York, 1999.

cessus électif. Dans un sondage Eurobaromètre de début 2009 (EB n°71), seulement 39 % des Français disent que l'affirmation « Les membres du Parlement européen sont élus directement par les citoyens de chaque État membre » est vraie (contre 53 % dans l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne). La France est le pays qui connaît le moins bien le mode d'élection des députés au suffrage universel direct. Pour un des pays fondateurs de l'Europe, ce déficit cognitif est à la fois étonnant et préoccupant.

Une campagne fragmentée

Le mode de scrutin adopté en 2004 et organisé dans le cadre de « grandes régions » n'a créé aucune lisibilité et attractivité, tout au contraire. Tout comme lors des élections européennes de 2004, la campagne a révélé une profonde ignorance de ces « communautés de vote » très artificielles et ne correspondant à aucun territoire d'appartenance. La connaissance des têtes de listes dans les huit « grandes régions » s'est avérée plus faible que celle des anciennes têtes de liste qui s'exprimaient jadis dans le cadre de l'unique circonscription nationale.

Enfin, cette campagne électorale des élections européennes de juin 2009 s'inscrit dans la longue période de déstructuration d'un comportement électoral qui devient davantage intermittent et labile, particulièrement chez les jeunes⁶. À quelques jours du scrutin, interrogés par TNS Sofres (2 juin), 33 % des personnes interrogées déclarent qu'elles peuvent encore changer d'avis. Plus d'un jeune électeur sur deux est dans cet état d'esprit. Cette fluidité des intentions de vote pouvait réserver des surprises. À cet égard, les élections du 7 juin ne vont pas décevoir. Les listes de la coalition au pouvoir (UMP Nouveau centre) vont arriver largement en tête, celles d'Europe Écologie vont être roue dans roue avec celles du PS, le Modem va connaître une très profonde désillusion électorale et les protestations extrémistes vont rester dans un statut de marginalité.

Une participation faible

Dans la chaîne des sept élections européennes qui se sont tenues depuis 1979, celles de 2009 ont été les moins mobilisatrices (Graphique 1). 59,4 % des électeurs inscrits ont choisi l'abstention. Déjà haute en 2004, celle-ci a connu une poussée de 2,2 %⁷. Cette abstention élevée touche tous les élec-

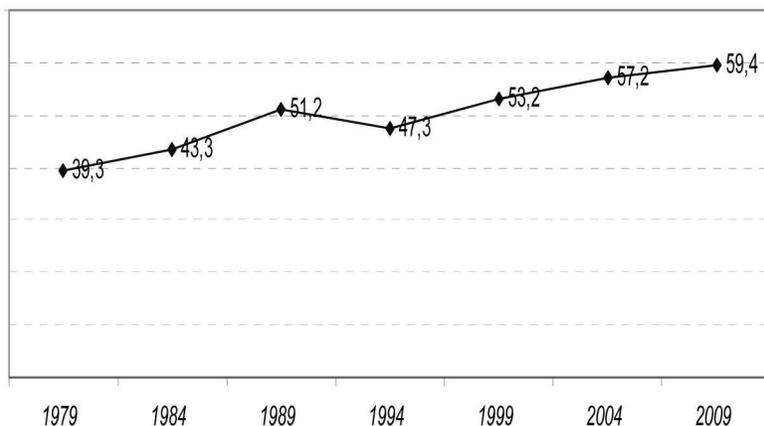
6. MUXEL À., « L'abstention : déficit démocratique ou vitalité politique ? », *Pouvoirs*, n°120, Voter, Paris, Seuil, 2007, p. 43-55.

7. Voir aussi Chapitre « le déficit de la participation électorale ».

torats mais atteint des niveaux vertigineux chez les jeunes (70 % des 18-24 ans, selon le sondage « Jour du vote » de TNS Sofres, se sont abstenus, 72 % des 25-34 ans) et parmi les couches populaires (66 % des employés, 69 % des ouvriers, 77 % des artisans et chefs d'entreprise ne se sont pas rendus aux urnes)⁸. Gauche et droite se sont mobilisées dans des proportions à peu près équivalentes (Tableau 1). Seuls les électeurs du « non de droite » lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen de 2005 ont davantage boudé les urnes (68 % se sont abstenus). Ce sur-abstentionnisme est un signe des problèmes de mobilisation électorale que rencontre le Front national, « fer de lance » du vote « non » en 2005, dans ce type d'élection.

Graphique 1

L'abstention aux élections européennes



Des droites minoritaires mais en progression sensible

Depuis 1999, l'ensemble des droites stagnait en dessous du niveau de 40 % des suffrages exprimés : 37,3 % en 1999, 38 % en 2004. Avec 41,5 % (soit une croissance de 3,5 points depuis 2004), les droites ont sensiblement progressé mais restent éloignées du niveau de 48,4 % qui était le leur aux élections européennes de 1994.

8. Dans la suite de ce texte, toutes les données utilisées pour analyser les électors du 7 juin sont issues du sondage Jour du vote réalisé le 7 juin par TNS Sofres et Logica pour *France Télévisions, Radio France, Le Monde et Le Point*. Cette enquête a été réalisée par téléphone auprès d'un échantillon national de 2000 personnes, représentatif de l'ensemble de la population française âgée de 18 ans et plus.

Tableau 1 : Qui s'est abstenu ? (%)

Échantillon global	58,5
Sexe	
Hommes	62
Femmes	58
Age	
18-24 ans	70
25-34 ans	72
35-49 ans	64
50-64 ans	58
65 ans et plus	42
Prof. Chef de ménage	
Artisan, comm., chef d'ent.	77
Cadre, prof. int.	52
Prof. intermédiaire	63
Employé	66
Ouvrier	69
Inactifs, retraité	51
Vote second tour Présidentielle 2007	
S. Royal	59
N. Sarkozy	56
Abst, b.n., sans rép.	63
Vote Réf. 2005*	
Oui de gauche	47
Oui de droite	39
Non de gauche	58
Non de droite	68

Source : Sondage Jour du Vote TNS SOFRES 7 juin 2009. France métropolitaine

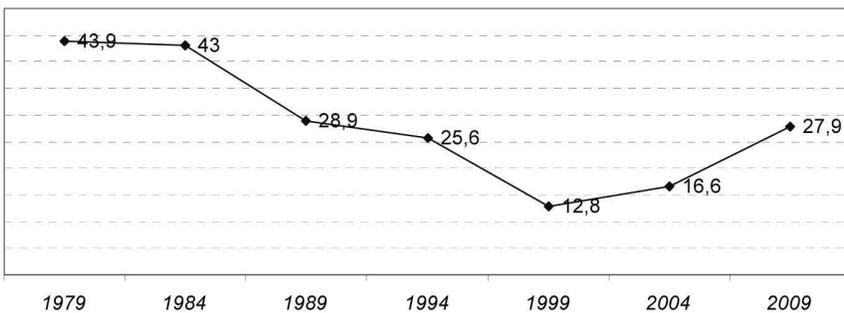
*Référendum sur le traité constitutionnel européen : rejeté par 54,7% des Français

Le parti au pouvoir largement en tête

Contrairement à ce qui se passe souvent dans des élections « intermédiaires » où les forces au pouvoir sont sanctionnées, les listes de l'UMP et de son allié du Nouveau Centre ont fait partout la course en tête⁹. Avec 27,9 % des suffrages exprimés en moyenne nationale, la droite classique a connu une hausse très sensible par rapport aux dernières élections européennes de 2004 : +11,3 % (cf. graphique 2).

Graphique 2

La droite classique aux élections européennes



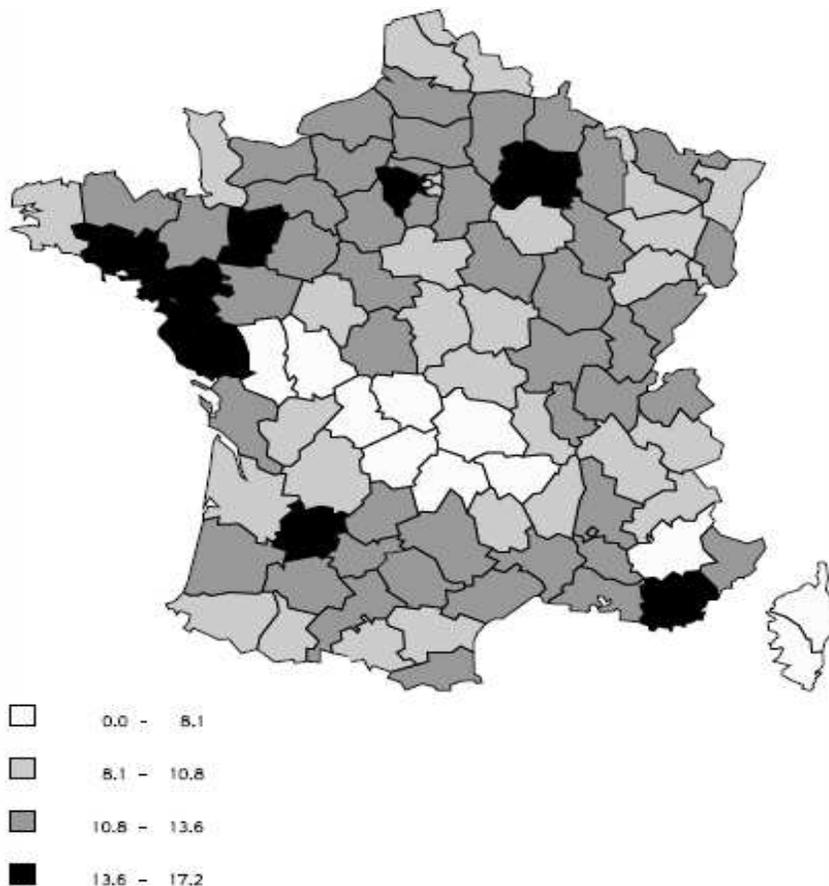
Ce bon résultat a remis l'UMP au cœur du dispositif électoral des droites : en 1999 le prédécesseur de l'UMP, le RPR, représentait 34 % du capital électoral de toutes les droites, en 2004 les listes de l'UMP en constituaient 44 %, en 2009 elles en représentent 67 %. Ces listes de l'UMP arrivent en tête dans toutes les grandes régions même dans les « terres de gauche » : dans la grande région Centre, avec 28,5 % la liste de l'UMP est à 10,7 points devant celle du PS ; dans le grand Ouest, avec 27,2 % l'UMP devance le PS de 9,9 points ; dans le grand Sud Ouest la liste de l'UMP arrive avec 26,9 % à 9,2 points devant celle du PS. La dynamique territoriale de l'UMP par rapport aux élections de 2004 est différenciée et dessine les zones d'une éventuelle reconquête électorale lors des prochaines élections régionales de 2010 (Carte 1).

La domination territoriale se retrouve sur le terrain démographique et sociologique : l'UMP domine le PS même chez les jeunes de 18 à 24 ans (21 % contre 11 % pour le PS), chez les ouvriers (15 % contre 13 %) ou encore chez les personnes disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur (26 % contre 19 %). Ce vote en faveur des listes de l'UMP a également une forte dimension européenne : 42 % des électeurs qui avaient voté « oui » en 2005 ont choisi une liste de l'UMP, 19 % seulement se sont

9. Voir « La nouvelle carte électorale du conservatisme européen » de Agnès Alexandre-Collier et Xavier Jardin.

tournés vers une liste du PS. 69 % des électeurs de l'UMP considèrent, toujours selon le sondage « Jour du vote » de la SOFRES, que « l'Europe nous protège plutôt des effets de la crise économique ». 48 % seulement des électeurs du PS pensent de même.

Carte 1. Évolution 2004-2009 des scores de l'UMP dans les départements



Une droite souverainiste en érosion

Après ses succès des années 1990, la droite souverainiste continue son déclin entamé aux élections européennes de 2004.

Avec 6,6 % des suffrages, les listes Libertas et Debout la République perdent 1,7 points par rapport à 2004. La perte est particulièrement forte dans la région Ile de France (-3,4 points) où l'UMP a connu une vive progression et a réintégré dans la droite classique nombre des électeurs des autres droites. La seule zone où le souverainisme de droite « fait de la résistance » est le grand Ouest où, avec un niveau de 10,3 %, on constate un

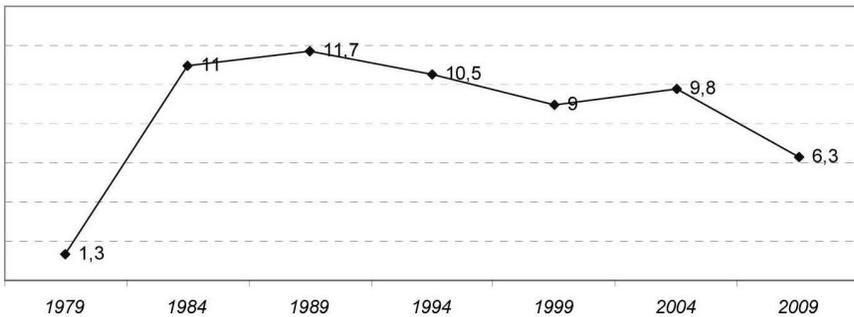
« effet de Villiers »¹⁰. Cet électorat souverainiste n'a de véritable poids que dans les tranches d'âge élevées (9 % chez les 65 ans et plus pour les listes Libertas et DLR), chez les travailleurs indépendants (14 % chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprise) et chez ceux qui avaient choisi le « non » en 2005 (13 % de ceux qui avaient voté non en 2005 ont choisi des listes Libertas ou DLR).

Une extrême droite qui continue son déclin

Avec 6,3 % les listes du FN enregistrent leur plus mauvais score à des élections européennes depuis vingt-cinq ans (cf. graphique 3).

Graphique 3

L'extrême droite aux élections européennes



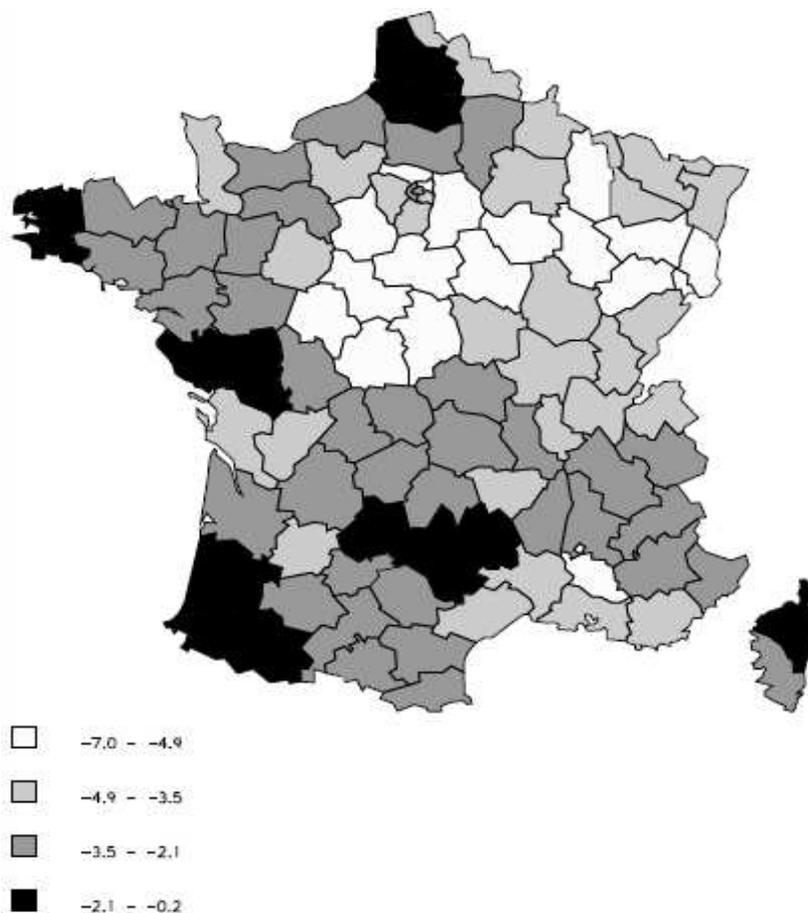
Depuis 2004, elles ont perdu 3,5 points. L'érosion est particulièrement forte en Ile de France (-4,2), dans le grand Centre (-4,5) et dans le grand Est (-4,6). La résistance électorale est meilleure sur toute la façade Ouest, qui est traditionnellement une « terre de mission », et dans le grand Nord Ouest (-2,7) où il y a un « effet Marine Le Pen »¹¹ lié à une capacité des listes du FN à être le débouché électorale d'une certaine « désespérance sociale » (carte 2).

Le désarroi social de certaines couches de l'électorat est tout à fait visible dans une sociologie frontiste qui s'est « durcie » et donne aujourd'hui à ce qui reste de l'électorat frontiste un profil particulier, très masculin, jeune et populaire : sur cent électeurs frontistes, 74 sont des hommes, 46 des 18-34 ans et 40 des ouvriers.

10. Philippe de Villiers, fondateur et Président du Mouvement Pour la France, est Président du Conseil général du département de Vendée dans la circonscription de vote du Grand Ouest.

11. Marine Le Pen, fille de Jean Marie Le Pen, est chef de file du FN dans la circonscription interrégionale du grand Nord-Ouest qui inclut la Basse-Normandie, la Haute-Normandie, la Picardie et le Nord Pas de Calais.

Carte 2. Évolution 2004-2009 des scores du FN dans les départements

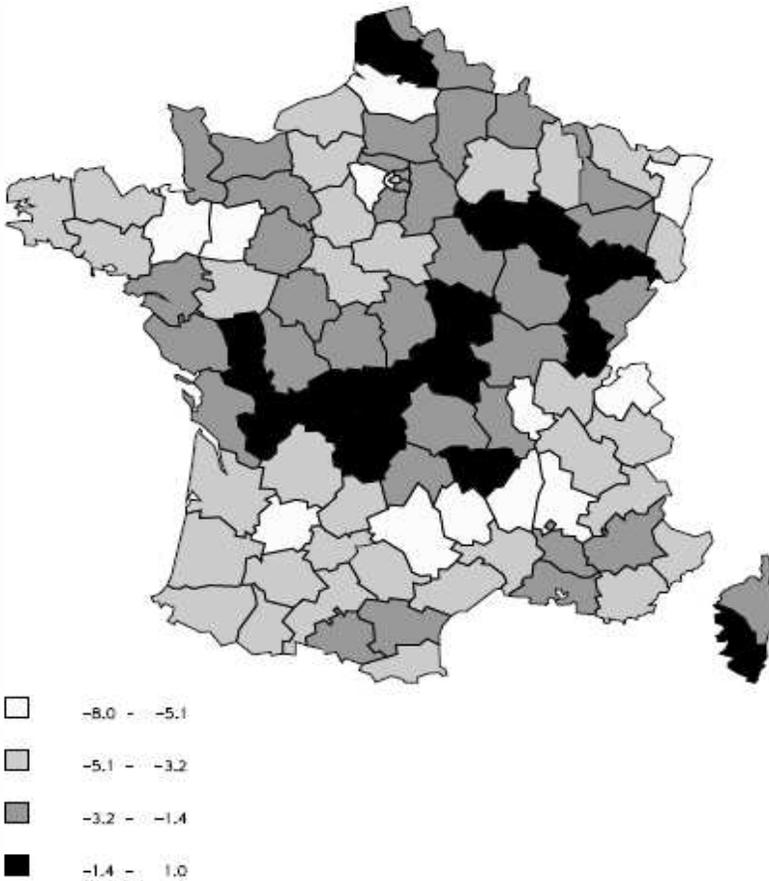


Un centrisme d'opposition en déclin

Avec 8,5 % des suffrages les listes du Modem perdent 3,5 points depuis 2004 et se retrouvent même à un niveau inférieur à celui de la liste Bayrou de 1999 (9,3 %). Elles retournent au niveau d'étiage (8,4 %) qui était celui atteint par la liste Veil (UDF dissident) en 1989.

La stratégie d'un centrisme d'opposition radicale, menée depuis des mois par François Bayrou n'a pas rencontré d'écho électoral. Le déclin est même très sévère dans le grand Sud Ouest (-4,6), dans le grand Sud Est (-4,4) et en Ile de France (-4,1). De vieilles terres de la démocratie chrétienne (Lozère, Bas Rhin, Haute Savoie, Mayenne, Ille et Vilaine...) ont massivement boudé le nouveau cours très antisarkozyste de « l'hypercentre » bayrouiste (carte 3).

Carte 3. Évolution 2004-2009 des scores des listes du Modem dans les départements



Les listes du Modem gardent encore quelques timides traces du renouvellement socio-démographique que François Bayrou avait su opérer en 2007 : elles attirent 11 % des votes des 18-24 ans et des 25-34 ans, 12 % des votes des cadres et professions intellectuelles et 12 % des électeurs ayant un diplôme du supérieur. L'électorat bayrouiste de 2007 a totalement « éclaté » : 43 % seulement des électeurs qui avaient voté en faveur de François Bayrou au premier tour de la présidentielle de 2007 et qui sont allés voter le 7 juin 2009, ont choisi les listes du Modem, 20 % ont préféré les listes d'Europe Écologie, 12 % celles de l'UMP, 8 % celles du PS.

Tous ces mouvements ont amené une « droitisation » de l'électorat restant du Modem : sur 100 électeurs du Modem de 2009, 42 avaient choisi Nicolas Sarkozy au deuxième tour de 2007, 36 avaient préféré Ségolène Royal et 23 s'étaient abstenus ou étaient trop jeunes pour voter alors. Ce

nouveau centre de gravité de l'électorat du Modem peut poser un problème pour un leader qui continuerait une stratégie d'opposition radicale et violemment anti-sarkozyste.

Une gauche éclatée et en légère érosion

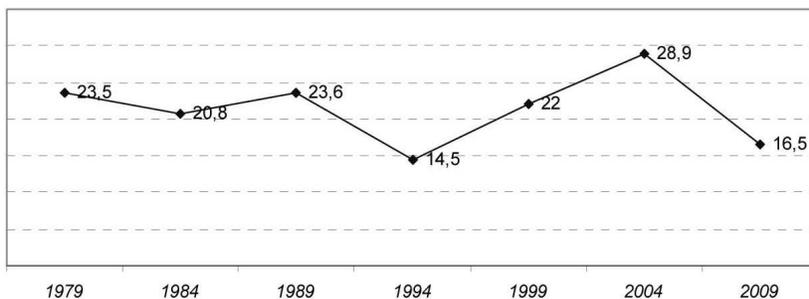
La gauche, tout en gardant une majorité relative dans l'électorat par rapport à la droite, connaît un tassement qui prolonge un mouvement engagé en 2004 ; de 52,9 % en 1999, les gauches sont passées à 46,2 % en 2004 puis 45,4 % en 2009. Au delà de cette érosion, le PS a perdu son rôle de pivot central de la coalition des gauches électorales : en 1999 il représentait 42 % du capital électoral des gauches au lieu de 63 % en 2004 et en 2009 tout juste un gros tiers (36 %). Cette situation peut être préoccupante pour un parti socialiste appelé demain à constituer l'axe central de majorités alternatives. Il y a là le signe d'une déstructuration de la gauche - au travers certes de la logique dissolvante des européennes et de la représentation proportionnelle - mais aussi de la crise d'identité du socialisme démocratique constatée en France et au delà de nos frontières.

Un Parti socialiste en chute libre

De 2004 à 2009 le PS a perdu 12,4 points dans l'électorat¹². Avec 16,5 % des suffrages il enregistre, juste après le niveau plancher de la liste Rocard en 1994, le plus mauvais score en trente années de compétition électorale européenne (cf. graphique 4).

Graphique 4

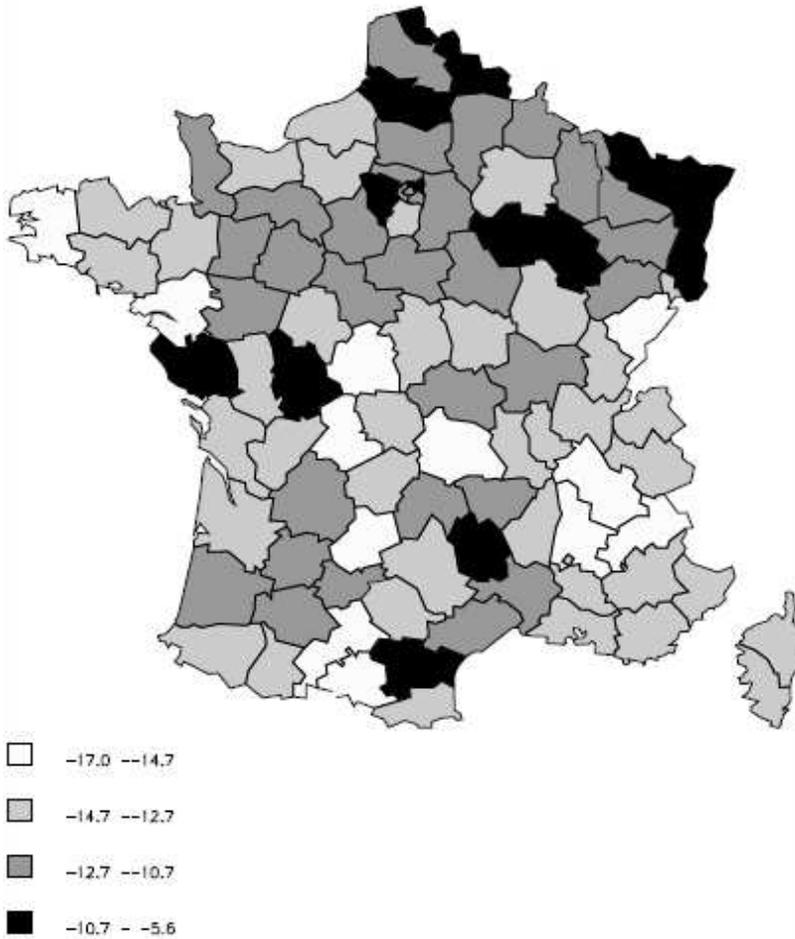
Le PS aux élections européennes



12. Voir « Socialisme européen : vers le déclin ? » de Gérard Grunberg.

Le décrochage électoral est général. Les bastions historiques comme les zones de conquête plus récentes sont touchés : -14,1 dans le grand Sud Est, -13,6 dans le grand Ouest, -13,4 dans le grand Centre, -13,1 dans le grand Sud Est, -11,9 dans le grand Nord Ouest...¹³

Carte 4. Évolution 2004-2009 des scores des listes PS dans les départements



Au plan démographique et social, le PS connaît une quasi-marginalisation dans des secteurs qui lui étaient favorables ou au sein desquels il avait entrepris une reconquête : seulement 11 % du vote des 18-24 ans, 15 % du vote des cadres et professions intellectuelles et 13 % de celui des ouvriers. À l'occasion de ces élections européennes l'électorat socialiste semble s'être « dissous

13. Dans certains départements, parfois de vieille implantation, la chute est vertigineuse : -17 en Haute Vienne, -17 dans le Finistère, -16,8 dans l'Indre, -16,3 en Haute Garonne (carte 4).

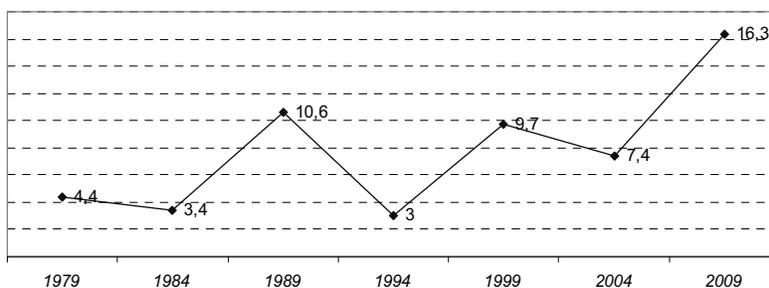
dans la nature écologiste » mais pas seulement : sur 100 électeurs qui avaient voté en faveur de Ségolène Royal au premier tour de la présidentielle de 2007 et qui sont allés voter le 7 juin 2009, 46 seulement sont restés fidèles aux listes du PS, 26 ont choisi celles d'Europe Écologie, 17 celles de la gauche de la gauche, 4 celles du Modem et 7 celles de la droite ou des « divers ».

Une mouvance écologique en hausse très forte

Certes, dans le passé, l'écologie politique a déjà rencontré quelques succès électoraux lors des européennes (10,6 % pour la liste Waechter en 1989, 9,7 % pour la liste Cohn Bendit en 1999) mais jamais celle-ci n'avait atteint de tels sommets (16,3 %) où l'écologie peut maintenant tutoyer les « grands » (Graphique 5).

Graphique 5

Les écologistes aux élections européennes



La présence du courant écologiste est nationale même si elle garde une inégalité de représentation, les régions urbaines à fort potentiel de cadres se révélant plus favorables que des régions plus ouvrières ou rurales. En Ile de France, la liste Cohn Bendit dépasse même la barre des 20 % (20,9 %). Ensuite, le dégradé d'implantation est le suivant : 18,3 % dans le grand Sud Est, 16,6 % dans le grand Ouest, 15,8 % dans le grand Sud Ouest, 14,3 % dans le grand Est, 13,6 % dans le grand Centre et 12,1 % dans le grand Nord Ouest.

Cette dynamique lui permet de confisquer toute une « modernité sociologique » à son profit : 32 % des cadres et professions intellectuelles ont choisi des listes d'Europe Écologie, 24 % des professions intermédiaires, 23 % de ceux qui ont un niveau de diplôme de l'enseignement supérieur. Europe Écologie se retrouve ainsi en position de véritable « aimant électoral » au cœur du centre et de la gauche : 26 % des électeurs de Ségolène Royal au premier

tour de l'élection présidentielle de 2007 ont voté Europe Écologie, 20 % de ceux de François Bayrou, 20 % de ceux d'Olivier Besancenot...

Cet électorat est, avec celui de l'UMP, un des plus « européen ». 59 % des électeurs d'Europe Écologie se sont intéressés à la campagne des élections européennes (contre seulement 24 % de l'ensemble des électeurs), 77 % disent avoir tenu compte avant tout des positions prises sur les problèmes de la construction européenne pour faire leur choix (contre 60 % dans l'ensemble de l'électorat), 53 % considèrent que « l'Europe nous protège plutôt des effets de la crise économique » (contre 31 % seulement de l'ensemble de l'électorat).

Cependant, cet électorat est, plus que tous les autres, un électorat du dernier moment : 61 % se sont décidés dans la dernière semaine (contre 45 % de l'ensemble de l'électorat). La question de sa fidélisation est donc décisive pour l'avenir et la capacité de cette percée verte à remettre en cause, de manière durable, les grands équilibres électoraux.

Un léger frissonnement de la gauche philo-communiste

Le Front de gauche¹⁴, en dépit de sa volonté d'élargissement des bases du communisme électoral, n'a pas su créer de véritable dynamique. Il n'a connu qu'un léger frissonnement : 6% soit +0,7 % depuis 2004.

L'encéphalogramme électoral du communisme, même revu et corrigé, est resté plat sauf dans le grand Sud Ouest où la progression est un peu plus vive (+1,7) grâce à un modeste « effet Mélenchon » et dans le grand Centre (+1,8) où certains pans du vieux communisme du Limousin et du Massif central se sont en partie réveillés. Les départements qui appartiennent au quartile supérieur de la progression sont ou bien des départements du vieux communisme de la France centrale (Indre, Cher, Creuse, Nièvre) ou des départements où la faconde du sénateur Mélenchon a rencontré un certain écho (Aveyron, Lot, Tarn, Tarn et Garonne, Haute Garonne, Hautes Pyrénées, Ariège).

La démographie de cet électorat reste très marquée par la maturité et le « troisième âge » : les listes du Front de gauche ont atteint 9 % chez les 50-64 ans et 6 % chez les 65 ans et plus. 91 % de ceux qui avaient voté en faveur de Marie Georges Buffet en 2007 ont choisi le Front de gauche et la capacité à attirer au delà dans d'autres courants de gauche est restée très modeste : seuls 10 % des électeurs de Besancenot de 2007 ont rejoint les troupes électorales du Front de gauche.

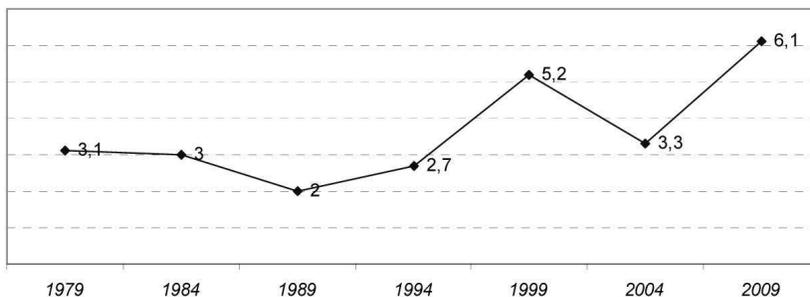
14. Coalition formée par le PCF et le Parti De Gauche, dont le créateur est Jean-Luc Mélenchon, dissident du PS.

Une extrême gauche qui ne réussit pas son pari d'affirmer un pôle conséquent de gauche protestataire

Pour l'ensemble des listes du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) et de Lutte ouvrière (LO), avec 6,1 % des suffrages, elles connaissent une progression sensible (+2,8) par rapport à 2004 (cf. graphique 6).

Graphique 6

L'Extrême gauche aux élections européennes



C'est le niveau le plus élevé atteint par l'extrême gauche dans des élections européennes mais l'ambition du NPA d'Olivier Besancenot de rebattre profondément les cartes entre la gauche de gouvernement et la gauche protestataire rencontre un cinglant échec. L'extrême gauche stagne en région parisienne et dans le sud-est. Elle connaît en revanche une poussée sensible dans de vieilles terres communistes (Indre, Creuse, Nièvre, Oise) et dans des départements qui connaissent des difficultés économiques et sociales (Ardennes, Meuse, Haute-Saône).

L'extrême gauche atteint des niveaux significatifs chez les jeunes (11 % chez les 18-24 ans) et dans les couches populaires (9 % chez les employés, 16 % chez les ouvriers). Sa capacité, et particulièrement celle du NPA, à sortir de l'univers quelque peu enclavé de la gauche extrême reste très faible : 6 % seulement de l'électorat de Ségolène Royal de 2007, 2 % de celui de Marie Georges Buffet ont voté pour les listes du NPA. Les forces centrifuges ont d'autre part attaqué le noyau électoral d'Olivier Besancenot : 40 % seulement de ses électeurs de 2007 sont restés fidèles aux listes du NPA en 2009, 20 % ont préféré Europe Écologie, 14 % les listes de l'Alliance écologique, 10 % celles du Front de gauche, 6 % celles du PS... Enfin, ces électeurs de l'extrême gauche obéissent à un très fort tropisme national assez éloigné des voies de la recherche d'une « autre Europe » : 65 % d'entre eux ont tenu avant tout compte des « problèmes qui se posent en France » pour décider de leur vote.

Conclusion

Ainsi, ces élections européennes ont apporté leur lot de surprises et de nouveautés en démentant partiellement la logique des « élections intermédiaires » souvent appliquée pour rendre compte des résultats des scrutins européens. Celle-ci veut que les élections européennes soient marquées par une forte volonté de « vote-sanction » à l'issue duquel l'opposition sort redynamisée, la majorité désavouée, la protestation ragaillardie et la participation entamée par une démobilisation de l'électorat des forces au pouvoir. La participation a été certes très faible mais n'a pas donné lieu à une démobilisation des électeurs de la majorité plus forte que la moyenne. Les protestations, particulièrement extrémistes, ne sont pas sorties renforcées et les forces s'inscrivant dans une « culture de gouvernement » sont restées très dominantes. Le parti majoritaire, alors que ces élections se tenaient à la fois dans un contexte de crise majeure et de relative impopularité de l'exécutif, s'est très bien comporté¹⁵. Enfin, le principal parti d'opposition qui était en phase de reconstruction a vu son fragile édifice s'effondrer et une nouvelle force écologiste de poids électoral équivalent apparaître à ses côtés. Toutes ces évolutions, dont certaines étaient peu prévisibles, ouvrent à nouveau le jeu électoral à neuf mois d'élections régionales qui seront la dernière grande échéance électorale avant le retour de la bataille présidentielle décisive de 2012.

15. Voir « Un vote sanction asymétrique » par Christian Franck et Lisa Isnard.